
LE GRAND ENTRETIEN

Benjamin Stora : Favoriser un dialogue dépassionné des mémoires française et algérienne

De livre en livre, Benjamin Stora s'attache à partager une vision scrupuleuse de l'aventure qui lie la France et l'Algérie, de la colonisation à la rupture. En marge d'ouvrages savants et décisifs, il a toutefois entrepris une plongée dans son propre parcours. Il vient de publier *L'Arrivée. De Constantine à Paris, 1962-1972* (Tallandier). L'occasion, pour la RPP, de rencontrer cet interlocuteur proche du président Emmanuel Macron, et de faire le point avec lui sur l'avancement des chantiers mémoriels du quinquennat.

Propos recueillis par Alexis Lacroix

Revue Politique et Parlementaire - Vous êtes né à Constantine au tout début des années cinquante, et vous racontez dans votre nouveau livre, *L'Arrivée* chez Tallandier, la transplantation et l'installation difficiles de votre famille dans une métropole finalement très peu accueillante. Votre parcours d'historien et votre carrière d'universitaire et de chercheur, puis vos engagements dans l'action publique, à la tête du Musée national de l'Immigration, et aujourd'hui de la commission mixte algéro-française d'historiens relative au travail de mémoire sur la colonisation française, vous permettent-ils d'assumer pleinement ce pan de votre identité ?

Benjamin Stora - Ce récit, il est important de le préciser, parachève une trilogie de nature autobiographique, une trilogie mémorielle si vous préférez, entamée avec *Les trois Exils des juifs d'Algérie*, poursuivie

avec *Les Clés retrouvées*. Avec *L'Arrivée*, je m'intéresse à la séquence qui s'ouvre avec mon adolescence et avec la fin de la guerre d'Algérie, puis avec l'installation de ma famille judéo-constantinoise à Paris. Il s'agit, pour moi, de revisiter le rapport d'un jeune garçon à une société, celle de la France métropolitaine, qu'il connaît mal et à laquelle il va devoir s'assimiler, en s'en appropriant les codes et le mode de vie.

RPP - Votre récit se déroule à Paris, ainsi qu'à Sartrouville, dans l'ancienne Seine-et-Oise, où vos parents s'installent après que le ministère du Logement leur a accordé une HLM. « Voilà mon entrée dans un exil occidental appelé à durer longtemps », écrivez-vous. Vous évoquez une métamorphose culturelle « qui passe par la perte de la langue arabe » et par le polissage de votre accent. Vous écrivez aussi, de façon suggestive : « il faut ressembler à des personnages qui parlent bas, et par ellipses »...

Benjamin Stora - Je raconte en effet le passage d'une certaine liberté dans l'espace communautaire pendant mon enfance constantinoise, à l'assimilation à une société moins holistique et beaucoup plus individualiste. À Paris, un espace public plus large mais dont je ne maîtrise ni les codes ni l'*habitus* s'offre aux miens. Dans l'univers où j'ai passé

mon enfance, dans cet univers commun avec les musulmans, il régnait un mélange indémêlable de convivialité et de conflictualité. On y parlait alternativement l'arabe et le français, mais aussi l'hébreu, que j'ai beaucoup appris au *Talmud Torah*... Avec mon père, Elie, je fréquentais une synagogue appelée le Temple algérois. Comme l'immense majorité des juifs d'Algérie, mes parents étaient aussi profondément républicains, et très attachés à la France. Les juifs étaient une communauté-passerelle, à la lisière de deux mondes, celui de la

« Les juifs étaient une communauté-passerelle, à la lisière de deux mondes, celui de la tradition et celui de la pleine intégration dans la Cité française ».

tradition et celui de la pleine intégration dans la Cité française. Les communautés juives et mulmanes de ma ville natale proche des Aurès étaient d'ailleurs connues pour leur piété.

RPP - Quel souvenir avez-vous gardé du 12 juin 1962, jour de votre départ en avion pour la métropole depuis Constantine ?

Benjamin Stora - Je revois la tristesse de mes parents. Leur peine immense qui me frappe. Nous sommes à l'aéroport. Je suis jeune. J'ai 11 ans et demi, ma sœur est un peu plus âgée. Chacun porte deux valises et nous sommes tous chaudement habillés malgré le soleil éclatant. Depuis plus d'un an, j'entendais mes parents chuchoter entre eux, pleins d'angoisses : Partir ? rester ? Ce jour-là, nous partions vers une

métropole dont j'avais beaucoup entendu parler, qui était idéalisée. Pas un instant je n'imaginai que nous n'en reviendrions jamais.

RPP - Vous venez de rappeler que les juifs d'Algérie étaient une « communauté-passerelle ». Justement, cultivez-vous, soixante ans après, un art de la conjonction des mémoires, de leur pacification réciproque, à l'heure où celles-ci tendent au contraire à s'opposer et à se déchirer violemment ?

Benjamin Stora - Jusqu'à assez récemment, disons jusqu'à la deuxième moitié des années 80, on s'intéressait assez peu au poids des représentations dans l'histoire, et c'est à partir de *La gangrène et l'oubli*, mon livre de 1991, que, dans mes travaux, j'ai pris à bras le corps cette question « culturelle », cette question des représentations culturelles. Ce livre n'était pas sous titré par hasard « *La mémoire de la guerre d'Algérie* ». Il ne s'agissait pas, en effet, d'une démarche classique concernant cet épisode dramatique de la vie française, à cheval sur la IV^e et la V^e République ; il s'agissait, bien davantage, d'une critique « réflexive » de cette mémoire, tant du côté français que du côté algérien. Ce travail m'a conduit alors à interroger la façon dont le nationalisme français s'est construit en miroir avec l'entreprise coloniale. Lorsque j'ai commencé à travailler sur l'histoire algérienne, je souhaitais comprendre comment la grandeur nationale française, s'était largement adossée au rêve impérial-colonial. Grâce à l'entreprise co-

loniale, s'était presque construit un chauvinisme universel : le discours dominant de la France de l'époque de Jules Ferry à celle des premières décolonisations a pris pour argent comptant la représentation d'une nation exportant ses Lumières vers le monde. Or, précisément, ce nationalisme français vectorisé par la colonisation a pu se sentir mis en échec par l'émergence d'un nationalisme concurrent, le nationalisme algérien. Deux leaders sur lesquels j'ai travaillé au tout début des années 90, Ferhat Abbas et Messali Hadj, ont justement cherché à redéfinir le nationalisme algérien sans rejeter le nationalisme français...

RPP - Une grande partie de vos travaux, depuis ce début de descellement de la mémoire française, est consacrée au poids des histoires héritées. Comment fait-on, concrètement, pour qu'à la guerre des mémoires succèdent des mémoires en dialogue ? Entre la France du président Macron et l'Algérie du président Tebboune, est-ce en bonne voie, quelques semaines après la réunion à Constantine de la commission historique binationale que vous présidez ?

Benjamin Stora - Rappelons le cadre global de ce travail binational : son enjeu, aujourd'hui, est moins tant d'écrire une histoire commune, que d'échanger des points de vue.

RPP - Vous plaidez pour l'élaboration d'une bibliographie et d'une chronologie communes...

Benjamin Stora - Oui, mais de part et d'autre de la Méditerranée, les legs de souvenirs ne sont pas identiques. Fusionner les mémoires française et algérienne en une mémoire unique, ou en un récit commun, n'est pas notre but. Notre objectif est bien plutôt d'opérer des partages d'informations et d'approches, de croiser nos regards, d'enrichir mutuellement nos travaux sur la période de la colonisation. Car nous avons près de 140 ans d'histoire partagée. Ces décennies de vie commune sont encore un enjeu de mémoire contemporain.

RPP - La commission souhaite restituer à l'Algérie une épée, un burnous et un Coran ayant appartenu à l'émir Abd-el-Kader. Pourquoi ?

Benjamin Stora - Car j'ai toujours plaidé pour des gestes pratiques à résonance symbolique. L'émir Abd-el-Kader et la résistance valeureuse qu'il a menée contre la colonisation l'inscrivent au cœur de la mémoire algérienne. Néanmoins, cette initiative se heurte à un certain nombre de difficultés, car le burnous ayant appartenu à l'émir est aujourd'hui la propriété d'une famille privée, et non à l'État français. Une loi est d'ailleurs en cours en France, portant sur les restitutions d'œuvres matérielles et immatérielles, et elle a pour partie déjà été adoptée par le Sénat.

RPP - En janvier, vous débattrez dans le cadre de la commission mixte des accès réciproques aux archives. Cela va-t-il porter ses fruits ?

Benjamin Stora - J'ai vraiment bon espoir que nos travaux aboutissent aussi sur ce point. En France comme en Algérie, il y a des archives qui ne demandent qu'à être consultées. En novembre, lors de la dernière réunion de notre commission mixte à Constantine, nous avons

largement évoqué l'enjeu des archives. Tant du côté algérien que du côté français, il y a déjà beaucoup d'archives qui sont ouvertes. Un des enjeux, c'est de débloquent des moyens supplémentaires pour permettre à des chercheurs des deux rives de la Méditerranée d'y accéder, et de les étudier.

RPP - S'il n'est pas question de créer une mémoire unique, il s'agit plutôt de favoriser une réconciliation dépassionnée des mémoires française et algérienne. Dès son élection, en 2017, Emmanuel Macron s'est montré très attaché à cet objectif. En six ans, la confrontation agonistique des mémoires a-t-elle baissé en intensité ?

Benjamin Stora - Beaucoup a été réalisé pour déjouer cette « confrontation » des mémoires. Dans mon rapport remis au président de la République en jan-

**« Fusionner
les mémoires française
et algérienne en
une mémoire unique,
ou en un récit commun,
n'est pas notre but ».**

vier 2021, et portant sur la mémoire de la colonisation et de la guerre d'Algérie, j'émettais un certain nombre de préconisations. Le président de la République en a traduit dans les faits un certain nombre, de la reconnaissance de l'assassinat d'Ali Boumendjel à la commémoration du 17 octobre 1961, au cours de laquelle Emmanuel Macron a reconnu des crimes inexcusables. Parallèlement, la commission « Mémoires et vérité » a lancé une signalétique des lieux de mémoire de l'histoire de la France et de l'Algérie, à partir de novembre 2021, tandis que, dans le même temps, un inventaire patrimonial des cimetières européens en Algérie et des tombes remarquables qu'ils renferment était réalisé. À côté du projet de création d'un Musée de l'histoire de la France et de l'Algérie à Montpellier, on peut citer aussi la demande de pardon aux harkis par la République française pour les massacres de l'été 1962... Je crois donc que ces initiatives contribuent à desserrer l'étau des logiques de confrontation mémorielle.

RPP - Je reviens à votre dernier récit autobiographique. Quelle image gardez-vous, justement, de « l'arrivée » ?

Benjamin Stora - La nuit. En fait de « ville lumière », sur le périphérique entre Orly et Montreuil, tout était noir et incroyablement sombre. Et le lendemain, on se réveille dans un autre pays. Le silence s'étend, on ne connaît personne, mais on peut sortir et marcher comme on veut. C'est une impression très étrange.

RPP - « Le changement est spectaculaire. En quinze ans, la France se modifie presque davantage qu'en un siècle », écrivez-vous dans *L'Arrivée*, avant d'ajouter : « Les rues sont plus larges, les immeubles plus hauts. »... Tout cela contrastait à vos yeux avec « les ruelles étroites du quartier juif de Constantine ». Il y avait cette impression de gigantisme et de modernité en débarquant dans la métropole ?

Benjamin Stora - Le petit adolescent que je suis, au sein d'une famille pauvre qui se vit comme réfugiée, et bien vite déclassée, découvre en effet une société en plein bouleversement, engagée alors dans une modernisation accélérée qui commence à peine. Les vastes perspectives des avenues parisiennes frappent notre imagination.

RPP - Gaston Defferre propose alors que les familles comparables à celle de vos parents « aillent se réadapter ailleurs », et au lycée Janson de Sailly, où vous êtes inscrit, vous faites l'expérience de l'antisémitisme...

Benjamin Stora - On me fait des remarques sur mon prénom et sur mon nom. Je suis stupéfait. Quand on me demande si Benjamin est un prénom juif, je fais tout pour le nier. Mon seul désir est celui de la conformité : me fondre dans la masse... Il faut dire que je découvrais brusquement l'antisémitisme européen traditionnel, qui existait plus qu'on ne le croit en ce début des années soixante. Vichy était encore très proche. L'assimilation s'est offerte à moi à cette époque-là sous la forme d'une

tentation : celle d'un effacement de mes origines. Cela ne m'a pas empêché de faire ma bar-mitzvah à la synagogue des Tournelles. En attendant, je m'assimile peu à peu à la France, et c'est le passage par la cité ouvrière de Sartrouville qui va accélérer cette acculturation. De Johnny à Jean Ferrat, de Charles Aznavour au Tour de France, je découvre toute une culture ; j'aime plutôt cette socialité ouvrière communiste, et, à aucun moment, moi et les

miens n'avons le sentiment d'être renvoyés vers l'origine. L'épreuve de la transplantation a été très rude, notamment pour mes parents, qui avaient déjà construit leur vie et ont dû recommencer à zéro, au prix d'un déclassement. Pourtant, au bout du compte, la France a réussi à intégrer des populations très différentes les unes des autres. Cela a demandé du temps et des efforts à tous les niveaux, mais il n'est peut-être pas inutile de s'en souvenir ■